

l'avenir. C'est la première fois, je crois, qu'un ministre canadien des Finances spécule "à découvert". Si le ministre peut, en 1946, promettre des dégrèvements d'impôt pour 1947, pourquoi ne pourrait-il pas en promettre également pour 1948 et 1949, comme celui qui a envoyé ses cartes de Noël pour 1946, 1947, 1948 et 1949?

Les experts en ces questions ont sans doute laissé entendre au ministre que s'il mettait sur pied ce plan de dégrèvement, il pourrait doubler la faible somme de gratitude qu'il recevrait,—celle de cette année et celle de l'an prochain. Mais si on ne lui témoigne pas plus de gratitude l'an prochain qu'on ne lui en a témoigné cette année, il envisagera un déficit.

Le ministre n'a pas pris les moyens propres à stimuler la production dans un avenir prochain, et nonobstant ses prédictions optimistes, je doute qu'il obtienne la production qu'il désire. Quoi qu'il en soit, le ministre nous exhorte à produire, puis aussitôt après, il exprime ses regrets de ne pouvoir offrir aucune aide en ce sens.

Et voilà pourquoi nous nous trouvons dans la pire des situations. Mais tant que le Gouvernement n'aura pas réussi à réduire les dépenses de guerre, il sera impossible de diminuer les impôts.

Existe-t-il quelque indice que le Gouvernement s'attaque au problème? S'il ne le peut, c'est dommage. En effet, s'il n'est pas possible d'opérer de fortes réductions dans nos dépenses actuelles,—je ne vise ici que les dépenses ordinaires, car il est manifeste que nos dépenses de guerre déclinent automatiquement,—ou s'il nous faut conclure qu'elles se maintiendront désormais au chiffre qu'elles ont atteint, le tableau est bien sombre, sauf, bien entendu, pour ceux qui n'attachent aucune importance aux déficits et dont je dirai un mot plus tard.

Si nous partageons les vues du chancelier socialiste de l'Echiquier, en Angleterre, et du secrétaire du Trésor, aux Etats-Unis, qui favorise l'entreprise privée, si nous croyons, comme eux, qu'il faut équilibrer les budgets, nous n'avons pas lieu de nous réjouir de la situation actuelle, qui, je le répète, ne révèle pas le moindre signe d'un commencement, encore moins de ce que Churchill appelait "la fin du commencement".

Ainsi que je le disais tantôt, il ne faut pas se laisser prendre à la diminution considérable des dépenses globales, car elle est due à la réduction automatique des dépenses de guerre. Ce qu'il faut considérer, c'est l'état des dépenses du temps de paix. Les dépenses des ministères étrangers à la guerre se sont accrues d'environ 200 millions de dollars. Je me hâte d'ajouter que le service de l'intérêt absorbe

une portion considérable de ce montant, près de 100 millions de dollars, et que les allocations familiales y comptent aussi pour beaucoup. Il y a néanmoins d'autres augmentations.

J'avertissais le ministre l'automne dernier qu'un simple désir platonique ne suffit pas pour réaliser des économies. J'ai osé lui dire alors que s'il ne pouvait maintenir à un bas niveau les dépenses des ministères à fort budget, il en aurait le cœur brisé et, incidemment, n'obtiendrait aucun résultat. Je commence à croire que j'ai été bon prophète. Nous avons le droit d'exiger qu'on nous prouve qu'il y a eu économie, et je dis que nous n'en apercevons aucun signe. Je me propose d'examiner à ce point de vue l'administration civile et d'appeler votre attention sur certains chiffres. Voici d'abord quelques considérations sur le service civil lui-même. Qu'il soit bien entendu que rien dans les remarques que je me propose de formuler ne saurait être interprété comme une critique du service civil, en particulier du personnel permanent, qui a été en butte à de grandes difficultés et a vu venir dans ses cadres un grand nombre d'employés temporaires qui ont pu occuper des emplois plus intéressants et rémunérateurs. Le service permanent s'est comporté d'une façon admirable durant toutes ces années.

Un mot au sujet des économies. Nous savons tous que l'économie est difficile à réaliser, plus même dans les ministères de l'Etat que dans les affaires, et je m'y connais en économies dans les affaires. On constate que chaque ministère finit par devenir une sorte de petit royaume, que personne ne désire voir diminuer en importance. Que s'est-il produit depuis cinq ans? Un nombre considérable de personnes sont entrées dans le service civil comme employés temporaires ou comme sur-numéraires, et elles sont vites devenues partie du paysage, pour ainsi dire. Quand il s'agit de réduire le personnel, on n'y arrive que très difficilement. Je le répète, chacun se crée un petit royaume qu'il tient à conserver intact. Ceci s'applique non seulement aux individus, mais aux groupes également. Aucun chef de service ne croit que son personnel est celui qu'il y a lieu de diminuer.

Quelle est la morale de l'histoire? A mon sens, elle est tout à fait évidente. Inutile de croire que l'économie s'effectuera par le service civil lui-même. Arrêtons-nous à certains faits fondamentaux. Depuis 1939, le nombre des fonctionnaires est passé de moins de 70,000 à 150,000. On m'a appris que les deux chiffres ne comprennent pas uniquement des titularisés et qu'à cet égard ils sont comparables. C'est dire que notre service civil a plus que doublé. Pendant la période où cette augmentation s'est produite, le public estimait,